

L'ESPACE AERIEN DE L'EUROPE, VIOLE, PLUS D'UN MILLIER DE FOIS, PAR LES AMERICAINS

Ciel d'Europe, cette zone de non-droit !

L'espace aérien européen a été utilisé plus d'un millier de fois.

Une véritable passoire. Et, pourtant, le Conseil de l'Europe n'a "rien vu", "n'a rien su" et "n'a rien entendu".

D'où la sévérité du rapport de la commission du Parlement européen, lequel accuse, sans ménagement, le Conseil et plusieurs Etats membres d'avoir "délibérément" menti sur la violation du ciel de l'Union par les avions et autres objets "volants" appartenant ou affrétés par les différents segments du renseignement américain, la CIA, notamment. Après avoir auditionné un nombre impressionnant de témoins (victimes, familles des victimes, avocats et représentants d'ONG, notamment), l'écrasante majorité des députés européens a conclu à l'évidence : la complicité des décideurs européens à des niveaux de responsabilité névralgique ne fait plus l'ombre d'un doute. Des gouvernements, comme celui de la Pologne, ont carrément franchi le seuil de l'insoutenable en se transformant en véritable "gégène" entre les mains des Américains.

Centres de détention secrets, torture à ciel ouvert (hélas, l'expression, ici, n'est pas de circonstance !), transits vers des destinations inconnues, transferts et enlèvements de détenus : les services américains ont agi à leur guise. Dans la "vieille Europe" (Italie, Allemagne) où, par exemple, des suspects ont été "subtilisés" ou dans la "nouvelle" (Roumanie, Pologne, Bulgarie) où des pratiques dignes de Pinochet (un ami de l'Amérique, cela dit) ont été

exécutées. Les eurodéputés, certains d'entre eux, ont accompli un travail remarquable dans la réunion des preuves, la confrontation des témoignages et la vérification des faits, demandant donc "à la Commission et au Conseil de prendre le relais" pour aboutir, selon eux, aux "sanctions" qui s'imposent. Plus facile à exiger qu'à réaliser, cependant ! La Commission, dirigée par le Portugais J. M. Barroso, véritable "pion" des Etats-Unis en Europe, exige,

pour ce faire, des preuves "en bonne et due" forme alors que les eurodéputés, qui n'avaient pas des pouvoirs de police judiciaire, n'apportent, selon Barroso et les siens, que des "faïsses de présomption".

Le rapport devrait, néanmoins, être adopté en séance plénière le mois prochain.

Dans ce fascicule, crédible et accablant, le Conseil de l'Europe et plusieurs Etats membres sont accusés de "mensonges". Pas moins !

A. M.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

SELON TONY BLAIRE

Un échéancier de retrait serait "profondément irresponsable"

Le Premier ministre britannique Tony Blair a estimé hier qu'établir un échéancier "arbitraire" de retrait des troupes d'Irak, sans tenir compte de la situation sur place, serait "profondément irresponsable". "Etablir un échéancier arbitraire, détaché de la situation en Irak, enverrait le signal le plus désastreux aux personnes que nous combattons en Irak", a déclaré le chef du gouvernement lors de la séance hebdomadaire des questions à la chambre des Communes.

"C'est une politique qui, sous une apparence attractive, est en fait profondément irresponsable", a-t-il affirmé.

Dans un débat qui a commencé peu à la Chambre sur l'Irak, le chef du parti libéral-démocrate (opposition) Sir Menzies Campbell avait prévu de demander le retrait des troupes d'Ici au mois d'octobre prochain.

"Le vrai moyen de nous assurer que le sacrifice de nos troupes n'aura pas été vain est de voir la mission être remplie avec succès", a-t-il ajouté. M. Blair n'a pas assis-



Ph. : D. R.

té au débat attendu de longue date sur l'Irak aux Communes. Il a souligné hier qu'il reviendrait devant la chambre quand l'opération Sinbad, dans la province de Bassorah (sud), serait terminée. Elle doit en principe l'être le mois prochain. Le ministre britannique de la Défense Des Browne avait annoncé le 27 novembre que son pays espérait réduire son contingent en Irak de plusieurs milliers de soldats d'ici à fin 2007. Londres espère

aussi pouvoir transférer aux Irakiens le contrôle de la province de Bassorah, l'une des deux que contrôlent encore les Britanniques avec Maysan, au printemps 2007.

Quelque 7.100 soldats britanniques sont déployés en Irak, dans le sud du pays, où ils sont la cible de fréquentes attaques de la part des milices chiïtes. 130 soldats britanniques sont morts en Irak depuis l'invasion américaine en mars 2003.

Bruxelles promet environ 400 millions d'euros pour le Liban

La Commission européenne s'engage aujourd'hui à la conférence sur le Liban à Paris à donner environ 400 millions d'euros pour la reconstruction de ce pays jusqu'en 2010, ce qui portera son aide à 500 millions d'euros depuis l'été 2006. La Commission annoncera officiellement à la conférence de Paris une enveloppe "qui portera sa contribution totale à quelque 500 millions d'euros depuis le début du conflit", a-t-elle indiqué hier dans un communiqué. Bruxelles ayant déjà débloqué quelque 107 millions d'euros promis lors de la conférence des donateurs de Stockholm en août 2006, la nouvelle enveloppe sera d'environ 400 millions d'euros, qui devront valoir jusqu'en 2010. Sur ces 400 millions, au moins 300 millions seront destinés aux réformes socioéconomiques et politiques, au redressement économique du Liban, aux opérations de déminage et d'enlèvement des engins non explosés, et à l'aide aux réfugiés palestiniens du Liban, précise le communiqué. La Banque européenne d'investissement est également prête à accorder des subventions et des prêts permettant de mobiliser des fonds supplémentaires afin de financer des activités industrielles du secteur privé, le tourisme, les technologies de l'information, les services, la

santé et l'éducation, a ajouté la Commission. "L'Europe a fait d'énormes efforts pour tenter de mettre fin à ce conflit tragique et pour apporter une aide d'urgence importante au pays. L'heure est venue maintenant d'aller de l'avant et de s'atteler aux réformes économiques et politiques nécessaires au Liban", a déclaré le président de la Commission européenne José Manuel Durao Barroso. "La situation au Liban nous concerne tous. Nous lui offrirons demain une nouvelle enveloppe importante, mais l'argent seul n'est pas la clé du succès", a ajouté le commissaire aux Relations extérieures Benita Ferrero-Waldner. "En ce moment délicat, il reste impératif que toutes les parties fassent preuve de modération et qu'elles règlent leurs différends par la voie du dialogue", a-t-elle également insisté. La conférence de Paris s'inscrit sur fond de crise profonde entre le gouvernement libanais et l'opposition, qui réclame son départ et conteste le plan d'assainissement économique mis au point avec l'appui de la communauté internationale. Après la flambée de violence — trois morts et plus de 130 blessés — qui a marqué la journée de protestation mardi à l'appel de l'opposition, la situation s'est apaisée hier au Liban, mais l'impasse politique reste entière.

TCHAD

Le pirate de l'air dit avoir voulu attirer l'attention sur le Darfour

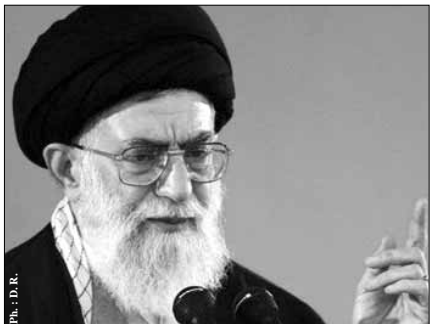
Le pirate de l'air soudanais qui a détourné hier matin un avion soudanais sur l'aéroport de N'Djamena avant de se rendre a affirmé devant la presse qu'il avait agi pour "attirer l'attention" de la communauté internationale sur la guerre civile au Darfour (ouest du Soudan). "La pression que nous vivons au Darfour nous oblige à chercher la liberté. La liberté n'a pas de prix et je suis sorti pour la liberté. Je voudrais par cet acte attirer l'attention de l'opinion nationale et internationale sur ce qui se passe au Darfour", a brièvement déclaré en arabe Mohammed Abdelatif Mahamat, un Soudanais de 24 ans. Le pirate de l'air a fait cette déclaration à la presse au siège des services de renseignement tchadiens, l'Agence nationale de sécurité (ANS), où il était interrogé.

L'armée gouvernementale bombarde les rebelles dans l'est du pays

Les forces gouvernementales tchadiennes ont bombardé mardi matin les positions tenues par les rebelles de l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD) dans la localité d'Adé, à la frontière soudanaise, a-t-on appris hier de source militaire. Ces bombardements, menés de nuit par des hélicoptères de fabrication russe équipés de systèmes de vision nocturne, ont fait une vingtaine de morts et une trentaine de morts dans les rangs de l'UFDD, a précisé à l'AFP cette source tchadienne. Interrogé par l'AFP, le chef de l'UFDD, le général Mahamat Nouri, a confirmé l'opération aérienne de l'armée tchadienne mais a assuré qu'elle n'avait causé que 4 blessés dans ses rangs. Après un mois de trêve, les hommes du général Nouri ont repris début janvier les opérations contre le régime du président Idriss Deby Itno, en attaquant deux localités de l'extrême nord du Tchad, à plus de 900 km au nord-est de la capitale, N'Djamena. Depuis le 17 janvier, ils occupent également le secteur d'Adé avec les rebelles du Rassemblement des forces démocratiques (RaFD) et de la Concorde nationale tchadienne (CNT), avec lesquels ils ont constitué fin décembre une coordination militaire. Les combats entre l'armée tchadienne et ces mouvements étaient suspendus depuis la bataille qui les a opposés début décembre à Hadjer Marfaïn (est), le long de la frontière soudanaise. A l'issue de ces intenses affrontements, N'Djamena avait annoncé avoir "totalement anéanti" et repoussé l'ensemble des rebelles à l'intérieur du territoire soudanais.

IRAN

L'ayatollah Ali Khamenei souffre d'une grippe sévère



Ph. : D. R.

L'ayatollah Ali Khamenei, le guide suprême iranien, souffre d'une "grippe sévère", a affirmé hier l'agence officielle Fars, démentant des rumeurs selon lesquelles il serait "gravement malade" ou même décédé. "Le guide suprême, comme n'importe quel citoyen, peut souffrir d'une maladie.

D'ailleurs, depuis un certain temps, il souffre d'une grippe assez sévère, comme on a pu le constater dans sa voix", affirme l'agence Fars, proche des conservateurs. "Pour cette raison et sur le conseil de ses médecins, il a allégué son emploi du temps", ajoute Fars, soulignant que

"depuis un certain temps des rumeurs, selon lesquelles le guide suprême de la Révolution islamique serait gravement malade, circulaient parmi les médias. "Nous souhaitons une bonne santé et une longue vie au guide suprême.

Il est en bonne santé", avait-il déclaré. L'ayatollah Khamenei, 67 ans, a été choisi par l'Assemblée des experts en juin 1989 pour succéder au fondateur de la République islamique, l'ayatollah Ruhollah Khomeiny. Selon plusieurs personnalités du pouvoir, interrogées par l'AFP, l'ayatollah Khamenei souffre d'un rhume tenace.

IRAK

Les avocats de Saddam prévoient d'écrire leurs mémoires

Les avocats de Saddam Hussein ont l'intention d'écrire leurs mémoires sur le long procès qui a abouti à l'exécution de l'ancien président irakien fin décembre, a indiqué à l'AFP l'un d'entre eux hier. "Il y a un projet d'écrire les mémoires de l'équipe de défense sur ces trois dernières années, du début du procès à l'exécution du président Saddam Hussein", a indiqué l'avocat jordanien Ziad Najdaoui. "On y découvrira la profondeur de l'injustice et de la farce, et l'intensité de l'agression américaine contre les Arabes et les musulmans", a-t-il ajouté.

Les avocats arabes et occidentaux de l'ancien rais discuteront ensemble de l'écriture du livre et de son financement, a-t-il précisé. Saddam Hussein a été exécuté le 30 décembre à Bagdad après avoir été condamné en novembre de crimes contre l'humanité pour le massacre de 148 villageois chiïtes.